

Encourager l'investissement public des collectivités territoriales

Déclaration du groupe de l'UNSA

L'avis qui est soumis à notre assemblée nous plonge au cœur d'une problématique très actuelle, celle du lien complexe qui unit croissance et investissement. Si, dans notre pays, les bons chiffres de croissance enregistrés au 1^{er} trimestre 2015 fondent une espérance raisonnable d'amélioration, que ceux-ci se confirment en tendance durable sera sans doute en large partie dépendant de l'investissement :

- l'investissement privé, qui reste aujourd'hui très frileux ;
- l'investissement public aussi, et c'est lui que l'avis nous propose d'explorer à travers celui des collectivités territoriales qui en occupe la part du lion puisqu'il représente à lui-seul près de 70 % du total de l'investissement public, jouant un rôle d'entraînement économique essentiel pour des secteurs entiers, notamment ceux de la construction et du bâtiment.

L'avis le met en avant : dans un contexte de hausse des dépenses d'intervention sociale et, parallèlement, de restrictions budgétaires pour faire face au déficit public, l'investissement des collectivités a logiquement chuté, et même fortement chuté puisqu'il s'est réduit de 9,7 % en un an. Au-delà de la force du chiffre, l'avis en analyse les causes, multiples et qui ne s'arrêtent donc pas à la seule explication des baisses de dotation de l'État, pour importantes qu'elles soient.

Pour en limiter les effets négatifs sur l'investissement, l'État a d'ailleurs mis en place plusieurs dispositifs correcteurs, visant particulièrement les zones rurales ou les zones urbaines sensibles. C'est sans doute un des points intéressants de l'avis que d'essayer d'en mesurer l'efficacité, une efficacité qui semble d'ailleurs relative, même si on manque de recul pour avoir des résultats totalement probants.

Mais, au-delà des constats, ce sont les préconisations qui sont évidemment les plus attendues et nous mesurons, à l'UNSA, la difficulté de l'exercice. Elles nous semblent de portée et d'ampleur inégales, notamment celles concernant la connaissance du patrimoine local qui nous paraît marginale quant aux effets recherchés sur le dopage de l'investissement. L'UNSA apprécie par contre les recommandations concernant le *Plan Juncker* qui peut être un important soutien à l'investissement public - c'est sa vocation - mais dont la conception implique que les collectivités, si elles veulent en tirer bénéfice, prennent la mesure des efforts mutualisés de conception qu'elles doivent mener.

Encourager l'investissement, c'est bien sûr en huiler la mécanique et les rouages pour le faciliter, c'est aussi un état d'esprit à travailler pour le concevoir, mais tout le monde sait bien que, sans les fonds qui le permettent, les encouragements ne suffisent pas. Cet état de fait pèse évidemment sur les recommandations de l'avis dont les effets ne peuvent aller jusqu'à pallier ce manque qui est largement aujourd'hui la difficulté majeure.

L'avis nous le donne à voir lorsqu'il évoque l'actuel programme de réduction des déficits publics à hauteur de 50 milliards en 3 ans et ses effets sur les dotations aux collectivités et donc, en partie, sur leurs investissements. Un « choc », c'est le terme qu'il utilise pour le qualifier. Nous espérons en tout cas à l'UNSA que les problématiques de cet avis diffuseront un peu dans le débat public. Lorsqu'on sait que d'aucuns y avancent aujourd'hui des chiffres d'économies à réaliser de 100, voire même de 150 milliards, avouons que, pour n'en rester qu'aux conséquences que cela pourrait avoir sur l'investissement, cela laisse, au mieux, songeur, et, au pire, plus qu'inquiet...

Nonobstant ces considérations, l'UNSA a voté l'avis.